



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 18 décembre 2023

EN RÉSUMÉ

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

- M. Aurélien ROUSSEAU a démissionné de ses fonctions de ministre de la Santé et de la Prévention.

Nominations

Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, assumera l'intérim du ministère de la Santé et de la Prévention à la suite de la démission de M. Aurélien ROUSSEAU

Mme Gabrielle PERRET a été nommée conseillère chargée des métiers du social, de la petite enfance et du médico-social au cabinet de Mme Aurore BERGE, ministre des Solidarités et des Familles en remplacement de Mme Noor-Yasmin DJATAOU qui rejoint l'Inspection générale des affaires sociales

M. Charles DUPORTAIL, conseiller au cabinet de Mme Aurore BERGE, ministre des Solidarités et des Familles, va être nommé sous-directeur de la réussite et de la vie étudiante au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

M. Antoine MEFFRE, jusqu'alors conseiller chargé des personnes âgées et de l'autonomie au cabinet de Mme Aurore BERGE, ministre des Solidarités et des Familles, devrait être nommé conseiller référendaire en service extraordinaire à la Cour des comptes

Mme Sarah SAUNERON, conseillère solidarités, égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations au cabinet du président Emmanuel MACRON et à celui de la Première ministre Mme Elisabeth BORNE, devient directrice générale adjointe de la santé

Mme Karine CHEVREUL, médecin et professeur de santé, ancienne collaboratrice de MM. Xavier BERTRAND et Philippe BAS au ministère de la Santé, siègera au collège de la Haute Autorité de santé

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

- PPL Valletoux :** Le Parlement adopte définitivement la proposition de loi visant à lutter contre les déserts médicaux. La proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels a été définitivement adoptée par le Parlement lundi soir, à l'issue d'un ultime vote du Sénat sur le texte issu de la CMP, malgré la déception de la gauche qui juge les mesures insuffisantes. Le texte du député (Horizons) de Seine-et-Marne Frédéric VALLETOUX a finalement été adopté par 241 voix pour, 81 contre et 18 abstentions.
- Bilan situation hôpitaux :** Trois constats sortent de ce bilan : La baisse du nombre de lits en état d'accueillir des patients s'est de nouveau accentuée en 2022. Il y a eu une progression du nombre de places d'hospitalisation partielle. Pour finir, les capacités d'accueil en réanimation continuent de diminuer mais restent supérieures de 5,1% à leur niveau de fin 2019.
- Fin de vie :** Une vingtaine de syndicats et d'organisations de soignants ont boycotté la réunion sur le projet de loi relatif à la fin de vie avec la ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé Agnès FIRMIN LE BODO – à laquelle treize autres organisations de soignants ont pris part – dénonçant une "parodie de consultation" après des fuites sur une version de travail, qui a suscité leur "inquiétude" et leur "colère".
- Expérimentation médicaments :** Dans le cadre de la stratégie de planification écologique du système de santé, le gouvernement a annoncé le lancement au "premier trimestre 2024" d'une expérimentation d'un an, pilotée par l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) et la Direction générale de la santé, visant dans les pharmacies de ville à ajouter un QR code sur les boîtes d'"un panel" de médicaments et, à l'hôpital, à supprimer "immédiatement" les notices papier. L'objectif est "d'évaluer l'appropriation du QR code par les patients" et, en fonction des résultats, cela "pourra évoluer vers la suppression de la notice papier" – avec une éventuelle "mise à disposition pour les pharmaciens de notices papier" à destination des personnes "en difficulté d'accès à l'information numérique".